



« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl Marx

Le fil rouge

Édité par les militants du Nouveau Parti Anticapitaliste d'Airbus et sous-traitants

Non aux taxes sur le carburant : il faut taxer le capital et augmenter les salaires !

Le nombre de « blocages » prévus le samedi 17 novembre contre les hausses du prix des carburants ne fait qu'augmenter. Lancé par de petits patrons transporteurs, abondamment relayé par les réseaux sociaux d'extrême droite, cet appel a trouvé un écho qui n'a plus rien à voir avec ceux qui l'ont initié : nombreux sont ceux qui, dans les usines ou les bureaux, s'en sont emparés pour exprimer leur ras-le-bol face à la baisse continue de leur pouvoir d'achat.

Nous faire les poches pour financer les cadeaux aux riches

Le prix du carburant pèse lourd dans le budget des ménages. De novembre 2015 à aujourd'hui, le prix du gazole à la pompe a augmenté de 65 % ! L'ensemble des taxes en représente 60 %, 20 % pour la seule TVA.

Mais tout le monde ne paye pas ! Les patrons sont totalement exonérés de la TVA sur le gazole (et, désormais, sur tous les carburants) pour les véhicules utilitaires et à 80 % pour les véhicules particuliers de leur entreprise... Une fois de plus, ce sont les travailleurs, les petites gens en général qui payent majoritairement. Or, quand on travaille loin de chez soi, en équipes, on est obligé de prendre la voiture.

Le gouvernement fait les poches des plus pauvres pour financer ses cadeaux aux riches. Un des derniers en date : alors que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) doit être remplacé par des exonérations de cotisations sociales, les patrons pourront prétendre en 2019... aux deux à la fois.

Les raisons de la colère sont nombreuses

Les bas salaires n'augmentent pas depuis des années contrairement aux prix ; les pensions sont grevées par la hausse de la CSG ; les allocations stagnent voire baissent, comme les APL ; les loyers sont élevés ; et les taxes s'accumulent sur notre dos pour finir en cadeaux fiscaux pour les plus riches.

L'hypocrisie de la « fiscalité écologique »

Le gouvernement met en avant l'« urgence écologique », avec le gazole et ses particules fines dans le collimateur. Alors que la politique fiscale a incité depuis des décennies à acheter des véhicules à moteur diesel – majoritaires aujourd'hui –, le gouvernement vilipende les « gars qui

fument des clopes et qui roulent au diesel », selon les mots méprisants de son porte-parole, Benjamin Griveaux. Et les « cars Macron » destinés à concurrencer le chemin de fer, ils roulent à l'eau de pluie peut-être ? Comme tous ses prédécesseurs, le gouvernement privilégie le transport routier par rapport au ferroviaire : qui peut croire qu'il a été touché par la grâce écologique ?

Préserver l'environnement ? Oui, mais en s'en prenant aux vrais responsables : les entreprises qui polluent, les constructeurs automobiles qui truquent les tests anti-pollution, et l'État qui devrait garantir des transports collectifs gratuits. Pas en rognant sur les salaires des travailleurs.

Sur qui compter pour riposter ?

Le patronat du transport routier est à l'origine de l'appel aux blocages du 17 novembre. Appel relayé par tous les politiciens réactionnaires, de Le Pen à Wauquiez.

Mais il a largement dépassé la sphère de ses initiateurs. Dans certaines entreprises, des syndicats appellent à se battre contre la hausse des taxes et pour des augmentations de salaires. Dans certaines communes, des centaines de gens se réunissent pour mettre en avant pêle-mêle les augmentations de taxes, les suppressions de postes dans les services publics en passant par les bas salaires. Comme le disent certains, « les taxes sur les carburants, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ». Et la majorité de ceux qui, dans les entreprises, s'apprêtent à participer aux rassemblements du 17 ne comptent certainement pas sur des démagogues à la Le Pen et autres Wauquiez !

Passer à l'offensive

Depuis longtemps les travailleurs sont sur la défensive. Aujourd'hui la colère gronde chez des millions de salariés contre la hausse du coût de la vie. Le NPA apporte son soutien à toutes les initiatives locales, en particulier celles issues du mouvement social, qui permettront au 17 novembre de porter en toute clarté, et sans se mêler à l'extrême droite, les revendications du monde du travail : suppression de la TVA sur les carburants, réelle priorité aux transports collectifs, augmentation générale des salaires.

Mercredi 14 novembre 2018